

N° DP 24/143

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU PROFIT DE LA REGION SUD DES PARCELLES CADASTREES AM0254 AM0257 AM0261 AM0313 ET AM0318 SITUEES A HYERES-LES-PALMIERS LA CRESTADE VIEUX CHEMIN DE TOULON

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la décision n° 23/78 du Bureau Métropolitain du 06 mars 2023 relative à la vente à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur des parcelles, situées à Hyères-les-Palmiers (83400) La Crestade Vieux Chemin de Toulon, cadastrées section AM n° 254, 257, 261, 313 et 318,

VU la convention de mise à disposition ci-annexée,

CONSIDERANT que par la décision n° 23/78 du Bureau Métropolitain du 06 mars 2023, il a été adopté la cession à la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur des parcelles métropolitaines cadastrées section AM n° 254, 257, 261, 313 et 318 situées à Hyères-les-Palmiers (83400) La Crestade, Vieux Chemin de Toulon, en vue de réaliser son projet de relocalisation du Lycée Professionnel situé à Hyères-les Palmiers, au Golf Hôtel,

CONSIDERANT que dans l'attente de la mise en œuvre de la cession, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur a sollicité la Métropole afin de permettre par anticipation l'installation du chantier de travaux de construction,

CONSIDERANT qu'en conséquence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée accepte la mise à disposition, à titre gracieux, des parcelles cadastrées section AM n° 254, 257, 261, 313 et 318 situées à Hyères-les-Palmiers (83400) La Crestade, Vieux Chemin de Toulon, à compter de la notification de la convention pour cesser de plein droit le jour de la signature de l'acte authentique de vente de ces parcelles,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention de mise à disposition, à titre gracieux, au profit de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, des parcelles cadastrées section AM n° 254, 257, 261, 313 et 318 situées à Hyères-les-Palmiers (83400) La Crestade, Vieux Chemin de Toulon, d'une superficie totale de 15.325 m² à compter de la notification de la convention pour cesser de plein droit le jour de la signature de l'acte authentique de vente de ces parcelles, afin de permettre par anticipation l'installation du chantier de travaux de construction pour le projet de relocalisation du lycée professionnel du Golf Hôtel.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **23 FEV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes, representing the name Jean-Pierre Giran.

2011 11 11

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
AU PROFIT DE LA REGION PROVENCE ALPES
COTE D'AZUR
DES PARCELLES CADASTREES SECTION AM
N° 254, 257, 261, 313 ET 318 SITUEES A LA
CRESTADE – VIEUX CHEMIN DE TOULON
COMMUNE D'HYERES-LES-PALMIERS**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n° du

Ci-après dénommée « la Métropole Toulon Provence Méditerranée »,

D'une part

Et

La Région Provence Alpes Côte d'Azur, dont le siège est à l'Hôtel de la Région, 27, place Jules Guesde, 13481 Marseille Cedex 20, représentée par Monsieur Bruno DESSAIGNES, Directeur de l'Architecture et Maîtrise d'ouvrage régionale à la Direction Générale Adjointe architecture, culture éducation jeunesse, dûment habilitée à l'effet des présentes, en vertu de l'Arrêté n° 2023-379 portant délégation de signature

Ci-après dénommée « l'Occupant »,

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Par la décision n° 23/78 du Bureau Métropolitain du 06 mars 2023, il a été adopté la cession à la Région Provence Alpes Côte d'Azur des parcelles métropolitaines cadastrées section AM n° 254, 257, 261, 313 et 318 situées à Hyères-les-Palmiers, La Crestade, Vieux Chemin de Toulon en vue de réaliser son projet de relocalisation du Lycée Professionnel situé à Hyères-les Palmiers, au Golf Hôtel,

Dans l'attente de la mise en œuvre de la Cession, la Région PACA a sollicité la Métropole afin de permettre la réalisation de travaux de construction anticipés.

En conséquence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée accepte la mise à disposition, à titre gracieux, des parcelles cadastrées section AM n° 254, 257, 261, 313 et 318 situées à Hyères-les-Palmiers, La Crestade, Vieux Chemin de Toulon dans les conditions fixées ci-après.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention :

L'occupant est autorisé à occuper les parcelles cadastrées section :

- AM n° 254 d'une surface de 1042 m²
 - AM n° 257 d'une surface de 1007 m²
 - AM n° 261 d'une surface de 2007 m²
 - AM n° 313 (issue de la parcelle cadastrée section AM n° 48) d'une surface de 11 125 m²
 - AM n° 318 (issue de la parcelle cadastrée section AM n° 264) d'une surface de 144 m²
- situées à Hyères-les-Palmiers, La Crestade, Vieux Chemin de Toulon d'une superficie totale de 15 325 m² en vue d'y réaliser les travaux liés au projet de relocalisation du Lycée Professionnel Golf Hôtel.

L'Occupant ne pourra destiner les lieux à une activité autre que celle mentionnée ci-dessus sans accord exprès écrit, de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Cette autorisation est délivrée à titre strictement personnel et sans constitution de droits réels. Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant. Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe, sans discontinuité, au nom de l'Occupant et d'une remise en état des lieux à l'issue de l'autorisation.

Cette convention, précaire et révocable, est régie par les règles du droit administratif des collectivités territoriales, à l'exclusion de toutes autres législations, y compris celle relative au Code du Commerce.

Article 2 – Durée de la convention :

La présente convention prend effet à compter de la notification de la présente convention et cessera de plein droit à la date de signature de la cession de l'ensemble des parcelles.

Article 3 – Conditions financières :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée consent cette mise à disposition à titre gracieux, eu égard à la cession à titre onéreux des parcelles listées à l'article 1, conformément à la décision n° n° 23/78 du Bureau Métropolitain du 06 mars 2023 portant approbation de la vente des parcelles.

Impôts et charges :

L'Occupant devra seul supporter la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à laquelle sont actuellement assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

L'Occupant pourra être assujetti du fait de l'utilisation de l'espace occupé au paiement de l'impôt foncier, au prorata de la superficie occupée si les taxes sont globalisées et demandées à la Métropole TPM.

L'Occupant fera son affaire personnelle de tous contrats, abonnements pour les services en eau, énergie, télécommunication et autres afférents à ce bien.

Article 4 – Dispositions générales :

L'Occupant s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour donner en tout temps libre accès en tout point de la zone aux agents chargés du contrôle, notamment ceux du Propriétaire.

L'occupant supportera également, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers en raison des travaux de toute nature ou de l'utilisation des parcelles transférées.

Article 5 – Etat des lieux :

L'Occupant prend les lieux, installations, dépendances dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux.

Il ne sera pas admis à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol, sous-sol...). Il ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser construction ou démolition, ni percer des murs ou cloisons sans autorisation préalable et écrite de la Métropole.

Article 6 – Responsabilité de l'Occupant :

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile de la Métropole pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- supporte toutes dégradations qui seraient apportées aux terrains et aux avoisinants du fait des activités qui seront exercées et à entreprendre à ses frais toutes les réparations et remises en état qui s'avèreraient nécessaires,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'Occupant aura l'entière responsabilité des nuisances et dommages éventuels pouvant survenir, de son fait, de celui de ses préposés ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

La surveillance des lieux mis à disposition incombant à l'Occupant, la Métropole est dégagée de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et / ou aux biens.

L'Occupant ne pourra élever aucune réclamation ou contestation du fait de l'établissement ou de l'exploitation d'autres ouvrages et activités autorisées par la Métropole de Toulon Provence Méditerranée à proximité du périmètre de la zone faisant l'objet de la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporteraient éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

Article 7 – Exclusion de responsabilité :

En aucun cas, la responsabilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra être recherchée pour quelque cause que ce soit, en cas de dommages subis ou causés par l'exploitation ou par l'existence même des ouvrages objets de la présente convention.

La Métropole ne pourra être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements concernant les biens mis à disposition.

L'Occupant ne pourra élever aucune réclamation ou contestation du fait de l'établissement ou de l'exploitation d'autres ouvrages et activités autorisées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à proximité du périmètre de la zone faisant l'objet de la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

Article 8 – Assurances :

L'Occupant fournira dès son entrée dans les lieux puis le 1^{er} janvier de chaque année, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

Polices d'assurances :

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques d'occupation, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Il est tenu d'assurer tous les biens immobiliers et mobiliers compris dans l'emprise faisant l'objet de la présente convention que ceux-ci existent ou qu'ils s'y ajoutent ultérieurement.

Sinistre :

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre dans les meilleurs délais la réparation de dommages ou la reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. En l'absence de diligence, et après mise en demeure restée infructueuse, la Métropole Toulon Provence Méditerranée sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

Article 9 – Cessation, révocation, résiliation de l'autorisation :

Cessation d'occupation :

La cessation d'occupation pour quel que motif que ce soit n'ouvre aucun droit à versement d'indemnité par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La cessation implique obligatoirement le rétablissement, sous 7 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). L'Occupant reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

Cessation à l'initiative de l'Occupant :

La cessation intervient au terme normal de l'autorisation consentie, sans renouvellement. Elle peut également intervenir par anticipation sur demande de l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

Révocation à l'initiative de la Métropole pour défaut d'exécution des obligations de l'Occupant :

Elle est prononcée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, adressée à l'Occupant pour l'inviter soit à :

- Se conformer à l'une des conditions de la présente convention
- Obtempérer aux instructions qui lui auront été données par un agent de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Retrait pour cause d'intérêt général :

Il intervient sur demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de retrait avec un préavis d'un mois.

Article 11 – Élection de domicile :

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

Article 12 – Annexe :

L'annexe jointe à la convention et décrite ci-dessous, fait partie intégrante de la convention et a valeur contractuelle. Il en est de même du préambule figurant en deuxième page de la présente convention.

Annexe 1 : Plan d'occupation

Article 13 - Informatique et libertés :

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Fait à Toulon, le

Le Directeur de l'Architecture et Maîtrise
D'ouvrage Régionale de la Région PACA

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Bruno DESSAIGNES

Jean Pierre GIRAN

CONSTRUCTION DU LYCEE GOLF
HOTEL A HYERES

MOA



CANDIDAT



N° DOCUMENT

PLAN N°
100

DESIGNATION

PRINCIPE D'INSTALLATION DE
CHANTIER

DATE

28/11/2023

PHASE

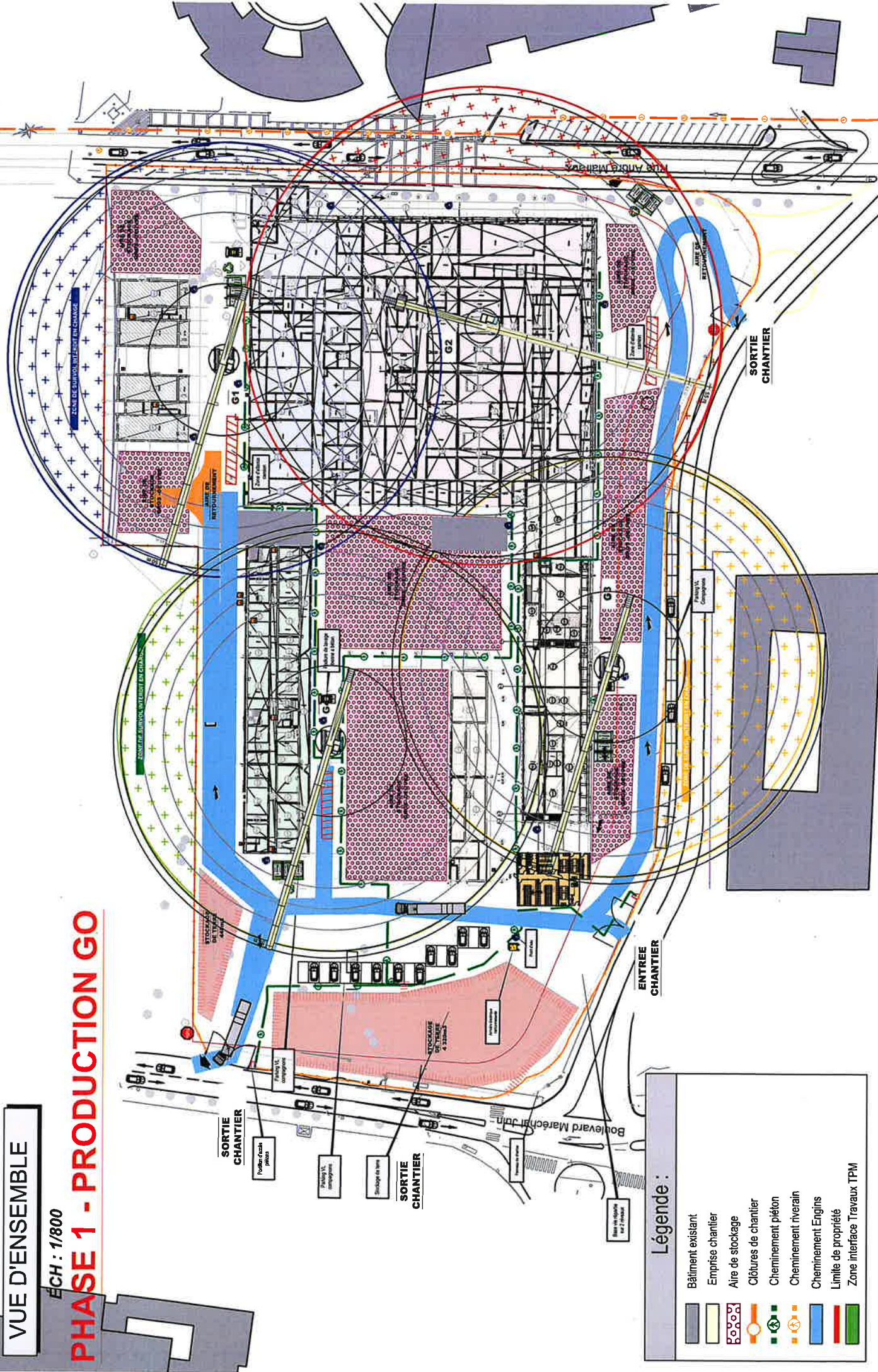
AO

Date:	Commentaire:	Ind.
28/11/2023	Première diffusion	00
06/12/2023	Mise à jour	A
20/12/2023	Mise à jour	B
04/01/2024	Ajout page avec repérage zone en interraction avec travaux TPM	C
10/01/2024	Déplacement passage piéton rue André Malraux - Déplacement base vie - Ajout position panneau de chantier	D










VUE D'ENSEMBLE

ÉCH : 1/800

PHASE 1 - PRODUCTION GO



Légende :

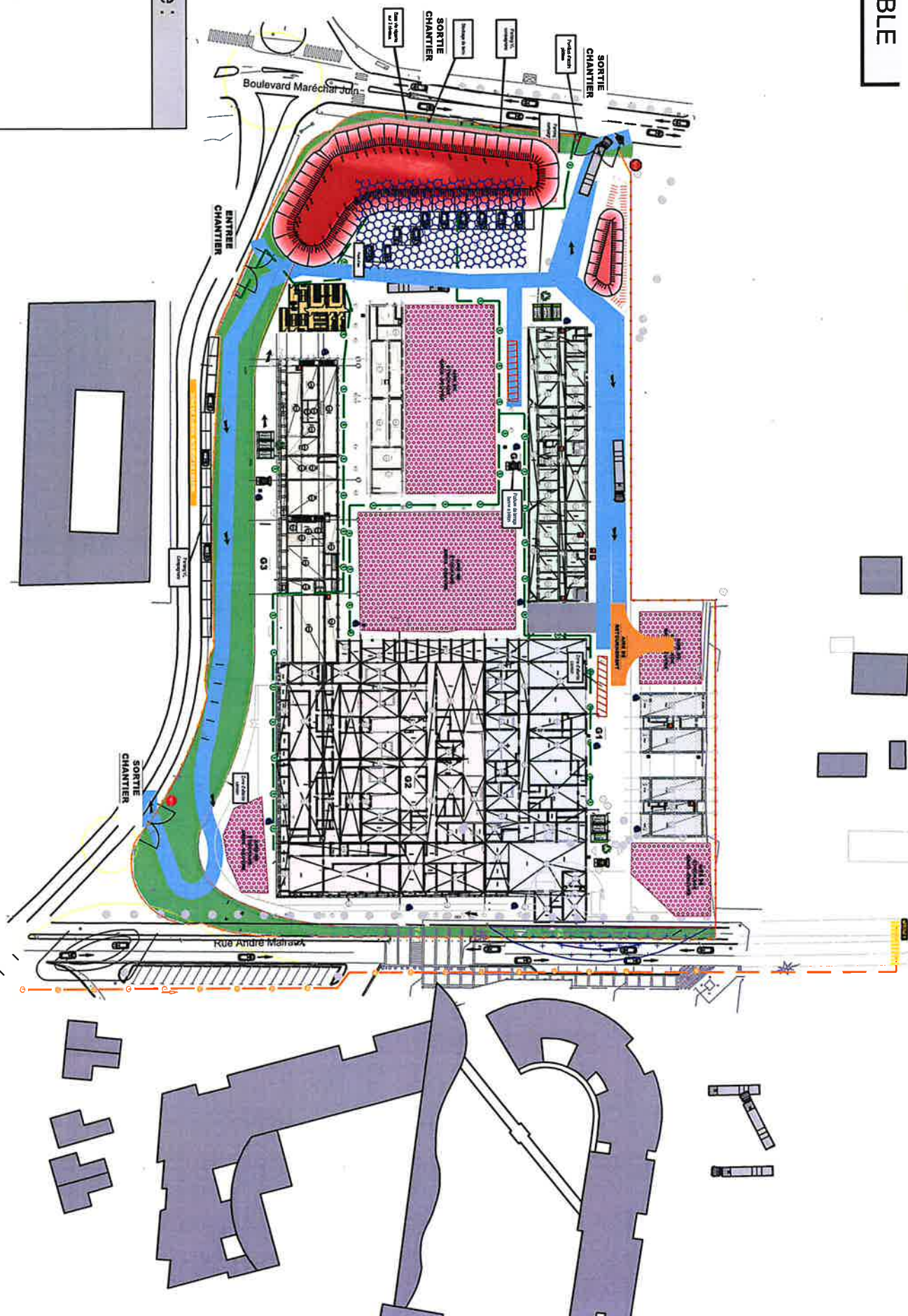
- | | |
|---|----------------------------|
|  | Bâtiment existant |
|  | Emprise chantier |
|  | Aire de stockage |
|  | Cloîtures de chantier |
|  | Cheminement piéton |
|  | Cheminement riverain |
|  | Cheminement Engins |
|  | Limite de propriété |
|  | Zone interface Travaux TPM |

VUE D'ENSEMBLE

ÉCH : 1/1000

Légende :

	Bâtiment existant
	Emprise chantier
	Aire de stockage
	Clôtures de chantier
	Cheminement piéton
	Cheminement riverain
	Cheminement Engins
	Limite de propriété
	Zone interface Travaux TPM



ZOOM SUR POSITION CLOTURE A L'INTERIEUR DE LA JARDINIERE

ÉCH: 1/100

